

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1765 - 8 avril 1993 - 4,50 F

### D 1765 NICARAGUA: GRAVE CRISE INSTITUTIONNELLE

Le début de 1993 a été marqué par un rebondissement inattendu dans la crise politique qui agitait le pays depuis des mois, aussi bien du côté de l'Union nationale de l'opposition (UNO), la coalition de la présidente Violeta Chamorro gagnante des élections de 1990, que du côté du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), le grand perdant de l'époque.

En mai 1992, sur intervention du président de l'Assemblée nationale, Alfredo César, les Etats-Unis avaient gelé 104 millions de dollars d'aide au Nicaragua sur les 280 prévus (cf. DIAL D 1712). Le 2 septembre 1992, le président de l'Assemblée nationale mettait irrégulièrement en discussion un projet de loi sur la suppression de la "propriété sociale" instaurée sous le gouvernement sandiniste.

Parallèlement les conflits sociaux se multipliaient, d'anciens soldats sandinistes et d'anciens "contras" reprenaient les armes et allaient jusqu'à s'allier entre eux (cf. DIAL D 1705), des vagues d'assassinats se succédaient.

En décembre 1992, la situation politique était devenue chaotique: confrontation accrue entre gouvernement et Front sandiniste, UNO proche de l'éclatement sous la pression de son extrême-droite, Assemblée nationale en conflit ouvert avec la présidence de la République. Ce même mois de décembre, suite à l'élection du président Clinton aux Etats-Unis, 50 millions de dollars d'aide - sur les 104 retenus - étaient débloqués, apparemment en signe de soutien à Mme Violeta Chamorro.

Coup de théâtre le 9 janvier: l'élection du président et du bureau de l'Assemblée nationale pour les deux années à venir balayait Alfredo César et son équipe, qui étaient respectivement remplacés par un socialiste (ancien membre de l'UNO), trois membres du groupe du Centre (dissidents de l'UNO) et trois sandinistes de l'opposition!... Le même jour la présidente Violeta Chamorro remaniait son cabinet ministériel. Le 11 janvier, ce qui restait de l'UNO passait dans l'opposition.

Le renversement spectaculaire des alliances politiques et la crise économique font l'objet des réflexions ci-dessous du jésuite Xabier Gorostiaga, économiste, conseiller économique auprès de l'Assemblée nationale et recteur de l'Université centro-américaine de Managua (cf. DIAL D 1664). Texte tiré du bulletin ALAI d'Equateur du 26 février 1993.

Note DIAL

### L'HEURE D'UN ACCORD NATIONAL

par Xabier Gorostiaga

Aujourd'hui, le Nicaragua ne connaît pas seulement un problème d'intolérance dramatique: il n'a pas non plus réglé celui des effets de la guerre. L'heure est à la revanche, surtout pour ceux qui avaient parié sur une défaite totale du sandinisme, mais qui ont dû constater que son échec électoral laissait un Front sandiniste riche de 41% des voix. Ils imaginaient une disparition définitive du sandinisme: le vote populaire en a décidé autrement. Je dirais pour ma part que le vote populaire n'a pas été un vote antisandiniste mais un vote contre la guerre. Il y a eu des familles de soldats et de policiers sandinistes qui ont voté pour Mme Violeta Chamorro par manière de voter pour la paix et non pas contre le Front sandiniste.

D 1765-1/4

Les milieux d'extrême-droite du pays qui s'étaient infiltrés dans l'Union nationale d'opposition (UNO) (1) ont essayé en 1992 de s'emparer techniquement du pouvoir. Ils n'ont pas suscité de coup d'Etat militaire, car ils n'avaient pas d'appui de ce côté-là. Ils ont donc cherché à utiliser l'Assemblée nationale et les mairies pour mettre les sandinistes définitivement hors-jeu, en allant jusqu'à entraîner Mme Violeta Chamorro dans leur mouvement. D'où la gravité de la situation en 1992.

### Une économie d'écume

La raison profonde en est l'échec dans la relance économique du pays, en dépit de l'aide fort substantielle. Il est évident que sur le plan macro-économique, celui des grandes variables économiques, le gouvernement a obtenu des résultats significatifs. C'est le cas de l'inflation, passée de 36.000% au taux le plus bas de toute l'Amérique latine. C'est là un facteur très positif sur lequel personne ne peut fermer les yeux. La réduction du déficit fiscal est également un élément positif, tout comme le maintien sur une longue période de la parité du córdoba à cinq contre un dollar (2). En tant qu'économiste, je ne puis que le reconnaître.

Cependant la question se pose: quel est le coût social et politique de ce bilan macro-économique? Le fait est que l'aide extérieure a été utilisée pour le maintien de la parité du córdoba, à raison de 30 millions de dollars par mois. Cela veut dire que le pays a dépensé à ce jour quelque 300 millions de dollars pour ouvrir le marché national à des produits d'importation qui ont certes gonflé le volume commercial - ce que j'appelle une économie d'écume - mais qui n'ont en rien favorisé la production intérieure.

Sur le plan de la production, le Nicaragua se trouve aujourd'hui à des niveaux inférieurs à ceux mêmes de la période de guerre; et les exportations ont atteint les niveaux les plus bas de toute l'histoire du pays. Les ressources disponibles ont été appliquées au maintien des équilibres macro-économiques et au développement du secteur des services tels que restaurants et commerces de produits importés. Cela a détruit la capacité productive du pays, sans mettre aucunement à profit l'importante démocratisation économique effectuée par la révolution sandiniste, comme la distribution des terres par exemple. C'est ainsi que les paysans bénéficiaires de terres sont restés sans crédits, sans aide technique, sans logistique de commercialisation. Les paysans en ont été réduits à "manger la nature".

Alors qu'ils auraient pu faire produire leurs terres, ils ont survécu par l'utilisation de la nature qui subit sa plus grande déforestation de toute l'histoire du Nicaragua. Nous sommes passés de 125.000 hectares de déforestation annuelle à plus de 150.000. Le peuple grève son avenir par manque de programme économique dont il serait partie prenante, alors même qu'il dispose de terres à cultiver. C'est également le cas dans le secteur de la propriété sociale des travailleurs pour l'élevage, où ceux-ci en sont venus à manger leur bétail pour survivre car ils se sont vu refuser les titres de propriété définitifs et, à plus forte raison, les crédits, l'assistance technique et la logistique de commercialisation. Ceux qui avaient ainsi reçu en héritage la défense du milieu naturel du Nicaragua constituent à leur tour une menace parce qu'on les a abandonnés à cette terrible menace écologique qu'est la famine.

Le pays n'a donc pas connu de relance économique. Et c'est ce qui a provoqué un début de nouveau conflit armé qui semble bien, grâce à Dieu, ne pas bénéficier d'une aide étrangère comme à l'époque de la guerre de la "contra". Il résulte uniquement de la situation intérieure de chômage (60% de la population active), de la famine et de la pauvreté affectant 70% de la population, c'est-à-dire des causes de gravité supérieure à celles qui avaient provoqué l'insurrection contre

la dictature politique de Somoza et sa toile de fond qu'était la situation sociale d'alors. (...)

### Le conflit de pouvoirs

En 1992 cette situation s'est traduite politiquement par une forte polarisation des pouvoirs d'Etat: l'Assemblée nationale et le pouvoir exécutif se sont affrontés au point de paralyser le gouvernement. Il y a même eu des moments où, techniquement il n'y avait plus de gouvernement au Nicaragua. Seul existait un pouvoir présidentiel qui gouvernait à coups de décrets et, par exemple, prenait des initiatives en matière d'impôts alors que cela est de la compétence du législatif et donc de l'Assemblée nationale. Il ne fait aucun doute qu'Alfredo César est le principal responsable de la querelle entre l'exécutif et le législatif, mais que l'exécutif n'a pas non plus les mains tout à fait propres en l'occurrence.

La situation s'est réglée d'une façon que je ne crois ni très élégante ni bien démocratique. Elle appelait cependant une action dure, quand la présidente a résolu de faire intervenir les forces de sécurité dans les locaux de l'Assemblée nationale pour empêcher que les hommes politiques d'extrême-droite sabotent d'une manière ou d'une autre la nouvelle majorité législative. Cela a été interprété, dans l'opinion internationale, comme un coup d'Etat à la péruvienne de Fujimori (3), avec cette différence qu'au Nicaragua l'armée n'est pas intervenue. Il n'y a pas eu non plus occupation de l'Assemblée nationale, mais simplement protection qui, à mon avis, aurait pu revêtir une forme plus diplomatique et élégante. La situation étant devenue très difficile, il fallait une intervention énergique. Je lui apporte tout mon soutien, étant donné qu'elle était légitimée par la résolution de la Cour suprême.

Pour comprendre tous ces événements, il faut revenir à ce qui s'est passé le 2 septembre de l'année dernière, le lendemain du tsunami (4). Ce jour-là, les députés du centre et du sandinisme demandent une suspension de séance pour pouvoir porter secours aux victimes d'une catastrophe jusqu'alors inconnue au Nicaragua. Le président de l'Assemblée Alfredo César refuse. Mais ces députés s'en vont pour des raisons humanitaires totalement justifiées. C'est alors que, sans le quorum requis, le président de l'Assemblée nomme des secrétaires et met en discussion les projets de lois les plus conflictuels du pays, comme par exemple, la loi sur la propriété. C'est à partir de ce moment-là que la situation devient très difficile. A ce jour, cependant, elle est en voie de règlement. C'est pourquoi je crois que nous sommes devant une perspective nouvelle. (...)

Je crois qu'il y a une prise de conscience de la nécessité d'un accord national, d'un pacte comme je l'avais proposé en mars de l'année dernière quand Alfredo César m'avait nommé au poste de conseiller économique auprès de l'Assemblée nationale. J'avais accepté cette nomination pour aider à la recherche d'une issue à la crise de l'époque, tout comme j'ai accepté de continuer ma tâche auprès de l'Assemblée actuelle. Mon acceptation n'est pas synonyme d'accord avec la politique de la nouvelle Assemblée, pas plus que je n'étais d'accord avec la politique de l'Assemblée sous la présidence d'Alfredo César. Nous ne savons pas encore comment les choses vont se passer, mais il importe que tout un chacun apporte sa contribution indépendamment de ses goûts personnels et de ses choix politiques.

### Liquider les séquelles de la guerre

Le Nicaragua en est arrivé à un tel point de détérioration et de crise qu'une seule alternative est devant nous: ou nous parvenons à un consensus national, ou nous nous engageons dans une impasse. J'ai parlé d'intolérance car ce dont notre pays a besoin c'est d'accéder à une culture de la tolérance: liquider la

guerre, en finir avec les traumatismes psychologiques et politiques de la guerre. Tout le monde doit apprendre à faire contre mauvaise fortune bon coeur. C'est ce que j'essaie parfois de faire et on me critique de part et d'autre. Mais il n'y a pas d'autre solution. Ou nous nous en sortons ou nous finissons dans l'impasse.

Des perspectives nouvelles existent, dont celle d'une collaboration accrue entre l'opposition du Front sandiniste et le gouvernement de Mme Violeta Chamorro. Ce dernier est actuellement très faible étant donné que sa base politique de l'Union nationale d'opposition (UNO) est désormais divisée et que la majorité des partis qui la composent sont en opposition ouverte au gouvernement. Si la présidente Violeta Chamorro ne s'appuie pas sur le Front sandiniste, elle est dans l'impossibilité de gouverner et la crise est alors totale. C'est pourquoi il me semble qu'une opposition constructive de la part du Front sandiniste est une nécessité absolue pour dénouer la crise nicaraguayenne. Mais aucune des deux parties, ni le gouvernement ni le Front sandiniste, n'entend faire de cela un "co-gouvernement" (5). (...)

Le Nicaragua ne bénéficie pas de conditions normales de la part des organismes internationaux, car on lui a imposé une politique relevant de l'opération chirurgicale sans anesthésie. Le pays aurait eu davantage besoin des propositions de la fameuse Commission Sanford à laquelle j'ai participé. Cette commission internationale a recommandé, pour la reconstruction de l'Amérique centrale, des politiques de type mini-plan Marshall, c'est-à-dire de relance économique pour consolider la démocratie et la paix et favoriser le développement. En réalité, on applique au Nicaragua les politiques d'ajustement les plus orthodoxes telles qu'elles sont mises en oeuvre dans l'ensemble de l'Amérique latine. Alors que dans d'autres pays il a fallu huit années pour les appliquer, on voudrait au Nicaragua le faire en deux années, et cela après quinze ans de guerre... Il y a là une très grave responsabilité de la part des organismes internationaux qui n'ont pas su - ou pas voulu - comprendre la nature exacte de la crise, par suite d'une sorte d'anti-sandinisme idéologique. C'est cet anti-sandinisme qui les a empêchés de mettre à profit les propositions du pacte de transition de mars 1990 (6) et qui les a conduits à accuser Violeta Chamorro de trahison.

---

(1) Cf. DIAL D 1561 (NdT).

(2) Le 10 janvier 1993 le córdoba était dévalué de 20%, soit 6 córdobas pour un dollar (NdT).

(3) Cf. DIAL D 1687 (NdT).

(4) Raz-de-marée provoqué par un tremblement de terre sous la mer qui a eu lieu le 1er septembre vers 19 H sur la Côte pacifique (NdT).

(5) Ou "cohabitation" (NdT).

(6) Après la victoire électorale de l'Union démocratique d'opposition (UNO) de Violeta Chamorro contre le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), le 25 février 1990, les deux parties signaient le 27 mars suivant, un "Protocole de procédure de transfert du pouvoir exécutif de la République du Nicaragua" (cf. DIAL D 1494). (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441